

OUTILS de lutte – L'Assemblée Générale (1) :

Assemblée Générale Interpro. de Toulouse et alentours (mars 2023)

L'AG centrale Educ. (AGcEN), qui vient de loin (notes 1 et 2) mais a été réactivée dans les années 2010 par de jeunes syndicalistes FSU, CGT, FO, Sud et CNTV (et des trotskistes de LO, du POI, du NPA/ aujourd'hui surtout sa fraction dynamique CCR-RP ...). Ils oscillent entre actions corporatistes et volonté INTERPRO. Mais si des secteurs comme certains hospitaliers ou la METEO peuvent « fusionner », ceux qui sont en pointe (Rail, Energie) ne les rejoindront que ponctuellement ou alors – ça dépendra des villes et de la volonté de doubler les gros syndicats - ça pourrait infléchir un chouïa le rapport de forces, le contrôle sur le mouvement actuel au moins sur la ville rose ! On citera quand même la, un peu datée, « pessimiste » mais toujours, pénétrante analyse suivante : « [...] *Maintenant le pouvoir peut pour ainsi dire laisser filer la révolte, si cruellement privée d'idées et de moyens, afin que joue à plein l'accablement devant l'immensité de l'effort à accomplir pour donner consistance à son refus. Quand on parle ici du pouvoir, on y inclut bien entendu les syndicats. [...] car les syndicats ont ainsi pu jouer aux coordinations, et impunément, parce qu'ils n'ont plus trop à craindre que les formes démocratiques (AG quotidiennes, etc.) se voient dotées par la base d'un contenu subversif ; les hiérarchies syndicales ont donc laissé les néo-syndicalistes de base se gargariser de démocratie ouvrière et d'assembléeisme, certaines de conserver toujours, en fin de course, la maîtrise de la conclusion ... » (p. 25/ 26, *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, L'Encyclopédie des Nuisances 1996)*

Toulouse est encore un secteur remuant au niveau EN. L'administration a pourtant tapé fort (affaire par exemple des « Désobéisseurs » avec Alain Refalo) et une génération est partie en retraite. Les jeunes enseignants sont certainement plus individualistes, malléables sans parler des conditions de travail qui se sont littéralement dégradées PARTOUT ces 30 dernières années ; la formation est par exemple passée de 3 ans en 1980 à peau de chagrin aujourd'hui ...

NOTES

1 - **Les coordinations**, filles des années 1968 : « [...] Dès que les organisations s'avèrent capables de canaliser les crises dans l'espace social qu'elles contrôlent, une coordination ne peut venir imposer une modification des règles du jeu. Les échecs des différentes tentatives de coordinations d'instituteurs ou l'absence de coordination chez les enseignants du secondaire sont là pour l'attester. De même, si une coordination peut se mettre en place dans une phase de mobilisation, elle ne peut remettre en cause le mode de structuration dans un secteur donné qu'à la faveur d'une intensification de la crise, de l'affaiblissement général des organisations et de l'évolution du rapport des forces. Il est remarquable cependant que les secteurs où sont apparues des coordinations aient connu antérieurement à la crise des processus de mobilisation partielle qui ébranlent le système d'organisation de ces secteurs ... » in <https://journals.openedition.org/clio/467> ; LESCHI Didier, *1968-73, 5 ans de contestation dans les lycées*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Paris X (1986) ; et *Un aspect particulier des mobilisations : les coordinations, étude comparée du phénomène des coordinations*, mémoire de DEA de politique comparée, Paris X Nanterre 1989 ...

Un colloque sur la violence des mouvements sociaux :

<http://crulh.univ-lorraine.fr/manifestations/syndicats-et-coordinations-face-la-violence-militante-des-annees-1980-nos-jours>

Une vidéo sur « La coordination des infirmières » de 1988 : <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cab88040024/coordination-infirmieres> ;

DE LEPINAY Adeline, *Organisons-nous ! Manuel critique*, éditions Hors d'Atteinte 2019 ;

GREBIL Rémy, *La Coordination nationale, ses causes et ses conséquences durant la grève des cheminots*, mémoire sous la direction de Christian de Montlibert, Université de Strasbourg 1988 ;

KERGOAT Danièle (dir.), *Les Infirmières et leur coordination*, Gedisst/CNRS 1990 ;

PARIS Robert, *Histoire des grèves de cheminots en France et dans le monde* (2017), sur le site : <https://www.matierevolution.fr/spip.php?article4497> ;

La vision du CCI dans sa brochure « *Octobre 1988 : Bilan de la lutte des infirmières - Les coordinations : la nouvelle arme de la bourgeoisie* » : https://fr.internationalism.org/French/brochure/lutte_infirmieres_1988.htm ;

La vision de LO dans sa revue théorique « *Lutte de Classe n° 7* » (1987), *France : la grève des cheminots (18 décembre 1986 - 15 janvier 1987)* : [https://mensuel.lutte-ouvriere.org//documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-1986-1993-trilingue/article/france-la-greve-des-cheminots-18 ...](https://mensuel.lutte-ouvriere.org//documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-1986-1993-trilingue/article/france-la-greve-des-cheminots-18...)

2 - (merci WIKI) « **La Fédération de l'Éducation nationale** (FEN), concernait à l'origine les personnels de l'Éducation nationale, incluant par la suite ceux de la recherche et de la culture (son champ de syndicalisation couvrant jusqu'à huit ministères) ; créée en 1930 sous le nom de « Fédération générale de l'enseignement » (FGE) elle devient FEN en 1945, abandonnant ce nom en 2000 dans le cadre d'une profonde restructuration syndicale et devenant l'« UNSA éducation ».

La FEN, depuis l'origine à la CGT, choisit l'autonomie en 1948, lors de la scission entre CGT et CGT-FO ; elle préserve ainsi son unité en reconnaissant l'expression officielle de courants de pensée (« tendances ») et devient un élément original du syndicalisme français, jusqu'en 1992. Au début des années 1970, la FEN revendique jusqu'à 550 000 adhérents, plus que certaines organisations confédérales considérées comme représentatives. Première fédération syndicale de fonctionnaires de l'État, son audience dépasse ce cadre, y compris en ce qui concerne les relations inter-confédérales.

En 1992, elle change de nature du fait de l'éviction du SNES et du SNEP, dirigés par la tendance « Unité et Action », qui créent alors la Fédération syndicale unitaire (FSU) regroupant des syndicats nationaux de même orientation (par exemple le SNESup). En 1993, la FEN maintenue participe à la constitution de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA). Les trois tendances principales existant depuis 1945 étaient :

- Unité Indépendance et Démocratie (UID), majoritaire, réputée proche des socialistes ;
- Unité et Action (U&A), longtemps appelée *cégétiste* et au sein de laquelle se retrouvaient les militants proches du PCF, mais pas seulement ;
- Ecole Emancipée (EE), proche de l'extrême gauche, dont l'origine remonte à l'anarcho-syndicalisme.

Deux tendances supplémentaires virent le jour après « Mai 68 » :

- École émancipée pour le front unique ouvrier (EE-FUO), correspondant à une scission dans l'École émancipée qui regroupait les militants proches de l'OCI de l'époque devenue ultérieurement parti des travailleurs (PT). En 1983-1984, la plupart de ces militants rejoignirent FO, à commencer par leur responsable Jean-Jacques Marie, agrégé de lettres connu par ailleurs pour être un éminent spécialiste du trotskisme ;
- Rénovation syndicale (RS) qui regroupait des militants du PSU se réclamant de l'autogestion. Un certain nombre de ces militants contribuèrent au renforcement du SGEN-CFDT (créé en 1937) au début des années 1970.

La FEN obtient un taux de syndicalisation massif d'environ 70 %. Couplé à la progression des effectifs, la FEN se renforce, alors même que le syndicalisme ouvrier est en déclin. Dans les années 1960 et 1970, elle joue même assez souvent un rôle de pont entre les confédérations. Parallèlement, la FEN et le SNI établissent ou sont actifs dans de nombreux organismes annexes : mutuelles, coopératives, banque ... comme la MGEN, MAE, CAMIF, CASDEN Banque populaire, qui brassent

des sommes considérables. Les militants de la FEN sont également actifs dans des associations périscolaires : Ligue de l'enseignement, Jeunesse au Plein Air, etc. a soutenu le développement de la FCPE pour les parents d'élèves. Unie, la FEN est un acteur économique et syndical incontournable. En 1948, la création toute récente de la MGEN (décision du congrès du SNI de 1946) avait pesé lourd dans le choix du maintien de l'unité par l'autonomie.

De 1948 à 1967, la syndicalisation de la FEN représentait de 63,1 % à 57,7 % des personnels. En 1969 (mai 68 est passé par là) le taux tombe à 52,8 %. C'est à partir de 1980 qu'il tombe en dessous de 50 %, avec une pente brutale dès avant la scission : 49,4 % en 1982 ; 36,4 % en 1985 ; 29 % au congrès de Clermont-Ferrand de 1991.

La désyndicalisation s'est traduite, dans les années 1980, par des modes nouveaux d'organisation temporaire : les coordinations, regroupant de manière indifférenciée syndiqués (notamment les militants des tendances d'extrême-gauche d'organisations diverses) et non-syndiqués. Elles ont pris à contre-pied les directions syndicales, avec généralement un positionnement jusqu'aboutiste, mais témoignaient, indépendamment de leur impossibilité à construire un cadre durable d'action permettant de définir des objectifs autres que le simple retrait de telle ou telle réforme, du déplacement du centre de gravité. À mesure que s'accroît la réalité de la concurrence externe — qu'il s'agisse de syndicats concurrents ou de collectifs temporaires —, la quasi-paralysie de la FEN et la cristallisation des jeux de tendance vont apparaître insupportables pour les militants majoritaires de la fédération — notamment au SNI-PEGC.

En avril 1992, un conseil fédéral national de la FEN, sur le rapport de la commission des conflits fait un constat de non-affiliation (de fait, d'exclusion) du SNES et du SNEP. La justice, saisie par ces deux syndicats, n'impose qu'une confirmation par un congrès ce qui sera fait à Créteil en octobre 1992. Dans l'intervalle, le SNI-PEGC est devenu (juin 1992) Syndicat des Enseignants (SE-FEN), en occupant, dans la fédération, le champ laissé libre par la disparition du SNES et du SNEP (à cette occasion, il est rejoint par le SNEEPS et des militants issus du SNES, du SNETAA et du SNEP). Le SNES, le SNEP, la plupart des autres syndicats à direction Unité & Action, les militants Unité & Action du SNI-PEGC et la majorité des militants École émancipée (ceux des Alpes-de-Haute-Provence restent au SE) vont fonder la FSU, après la création d'un syndicat du premier degré, le SNUipp. Le SNETAA (dont la direction se réclame de la tendance « Autrement ») fait partie des fondateurs de la FSU, mais la quitte en 2001.

On peut considérer, surtout à partir de 1998 (congrès d'Issy-les-Moulineaux de l'UNSA marquant l'entrée en nombre de militants du secteur privé), que l'histoire de la *FEN autonome* commencée en 1948 s'achève et que commence, sur le champ de syndicalisation qui était le sien, l'histoire de l'UNSA Éducation, revenue aux sources interprofessionnelles de la Fédération Générale de l'Enseignement ... » Voir FRAJERMAN Laurent, *Les frères ennemis. La Fédération de l'Éducation nationale et son courant « unitaire » sous la IVe République*, Syllepse 2014 ; AUBERT Véronique, BERGOUNIOUX Alain, MARTIN Jean-Paul, MOURIAUX René, *La Forteresse enseignante — La Fédération de l'Éducation nationale*, préface de Mona et Jacques OZOUF, Fayard 1985, etc.» ...

ANNEXES

« La réforme des retraites a beau avoir été votée, le mouvement n'est pas fini ! N'attendons pas une incertaine censure de cette loi destructrice et montrons notre détermination en amplifiant la résistance !

Comment s'impliquer dans le mouvement ?

- Venir aux manif pour faire nombre
- Se mettre en grève
- Convaincre ses collègues de faire grève
- Mettre en place une solidarité dans son bahut
- Participer aux actions de blocage

La grève : un outil qui permet beaucoup de choses :

- se libérer pour venir aux manif
- rendre visible son opposition au projet
- se libérer du temps pour s'impliquer dans le mouvement :
- * participer à des actions : blocages, visibilité, renflouement des caisses de grève
- * avoir des discussions collectives sur le mouvement, ses perspectives et son organisation

Faire grève entraîne des retenues sur salaire qui peuvent s'avérer pesantes sur le long terme, pour remédier à cela, il est possible d'organiser des caisses de grève par établissement notamment.

L'AG Educ' c'est quoi ? Ça sert à quoi ?

L'AG Educ' est un regroupement de personnels de l'EN des environs de Toulouse, en lutte principalement les jours de mobilisation (mais pas uniquement). L'AG Educ' essaie de créer un cadre collectif pour faire vivre ce mouvement, préparer des actions, se soutenir. L'AG Educ' est ouverte à tou·tes les personnels de l'EN qui souhaitent s'impliquer dans le mouvement. L'AG Educ' dispose d'une liste mail sur laquelle des infos utiles sont envoyées, ainsi que d'une caisse de grève à destination majoritairement des personnels précaires de l'EN.

Pour s'inscrire sur la liste mail : une feuille tourne à chaque AG pour être ajouté.e à la liste de diffusion – Prochaine AG Educ' : Jeudi 13 avril, jour de mobilisation nationale, 14h30 à la Chapelle (36 rue Danielle Casanova, Toulouse métro Compans-Caffarelli) ... L'AG des grévistes de l'E.N. réunie le 06/04/2023 »

« Les écoles Bonnefoy et Michoun toujours réquisitionnées ! Le collectif « Jamais sans toit dans mon école » continue son action pour mettre les familles des écoles à l'abri.

Ni les annonces de quelques places qu'on attend encore ni les règlements de situations individuelles n'ont réglé le problème. 300 enfants dorment encore à la rue suite à la décision illégale de la préfecture de vider les hébergement d'urgences avant l'été.

Ouvrez des places en hébergement d'urgence pour qu'aucun enfant ne dorme à la rue ? Pour toutes les familles ! A défaut de places, la préfecture a le pouvoir de réquisitionner des lieux pour y héberger toutes les familles !

Combien de temps allons nous devoir palier le non respect du droit par les pouvoirs publics ?

Mercredi 24 c'était la journée internationale de l'éducation, et à l'appel de la coordination des collectifs « Jamais sans toit » : nous étions 250 rassemblé.es à la préfecture avec 300 peluches, pour autant d'enfants toujours à la rue.

Parents et enseignant.es du collectif « Jamais sans toit dans mon école » (Communiqué 25 janvier 2024)